**Zeitschrift:** Domaine public **Herausgeber:** Domaine public

**Band:** 31 (1994)

**Heft:** 1193

Artikel: Secret bancaire

Autor: [s.n.]

**DOI:** https://doi.org/10.5169/seals-1009677

### Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

#### Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

**Download PDF:** 01.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

AIDE AU DÉVELOPPEMENT

# Un saupoudrage varié

### RÉFÉRENCE

Aide suisse aux pays en développement et aux pays de l'Europe orientale, Institut universitaire d'études du développement (IUED), Genève, sous mandat de la Direction de la coopération au développement et de l'aide humanitaire (DDA), octobre 1993.

(jg) En Suisse, l'aide au tiers-monde n'est pas seulement le fait de la Confédération et d'organisations privées, mais aussi, on l'ignore souvent, des cantons et des communes. Il s'agit de petites sommes. Les fonds alloués par la Confédération représentent pour l'année 93 près de 1,2 milliard, alors que la totalité des contributions des autres collectivités publiques est de 25 millions. Il est toutefois intéressant d'y regarder de plus près.

Les sommes versées par 7 cantons (voir tableau ci-contre) représentent 85% des ver-

sements effectués par nos Etats. L'essentiel de ces montants est destiné à des organisations d'aide. Toutefois, il est des cantons qui pratiquent une action directe auprès des pays en voie de développement.

Faut-il voir dans la position du Jura un reste de l'esprit révolutionnaire qui présida à la naissance du canton? L'essentiel de l'aide jurassienne est destiné au Cameroun, tout comme une partie de l'aide genevoise. Mais les

communes ne sont pas en reste, comme le montre le tableau ci-dessous.

١		
	Principaux cantons donateurs	(en milliers de francs)
	Zürich	6 445
	Genève	3 369
	Bâle-ville	1 065
	Bâle-Campagne	920
	Vaud	865
	Berne	735
	Jura	600
ı		

Aide directe des cantons	(en milliers de francs)
Jura	600
Genève	150
Zoug	91
Vaud	59
	20

commune	montant	pays et usage
(e	n milliers de francs)	, , ,
Zoug	91	Divers Am. Sud, alphabétisation
Münsingen	86	Madagascar, santé
Zollikon	85	Indonésie, santé
		Afrique du Sud, éducation
Morges	66	Madagascar
Lausanne	39	Madagascar, bourses
		Divers, éducation et santé
Rüschlikon	35	Équateur, infrastructures
Bülach	25	Nicaragua, agriculture

La liste comprend 53 communes. On peut se demander ce qui a pu conduire une ville à soutenir tel pays plutôt que tel autre. La présence d'une communauté étrangère active, ce qui est le cas des Malgaches en Suisse romande, a certainement joué un rôle. Le voyage d'un édile, des amitié nouées sur place, le retour au bercail d'un coopérant, des comités de soutien, on peut imaginer de nombreuses raisons.

La présence de nos villes dans l'aide au développement, même s'il s'agit de sommes assez minces, est bien sûr très honorable. Reste à savoir si cet extrême saupoudrage est vraiment efficace ou s'il s'agit de gestes sympathiques, mais sans suite réelle. Pourquoi ne pas suggérer la création d'un fonds de développement financé par les communes, géré, pourquoi pas, par l'Union des villes suisses. Mais on entend déjà les chamailleries...

**ARGENT** 

## Rendement sans odeur

(ag) Sortie du numéro 1, novembre 1994, de Centre-Info News. On y trouve tout ce qui s'écrit, souvent à l'initiative des entreprises elles-mêmes, sur les thèmes comportement éthique, politique environnementale. Les codes, les chartes diverses sont cités avec référence bibliographique complète. Vous saurez ainsi où commander le rapport sur la comptabilité éthique de la Sbn/Sparekassen Nordjylland: Post Box 162, DK 9100 Aalborg.

Pour ceux qui seraient tentés par les actions (en bourse) du diable, cette information originale sur un fonds anti-éthique aux Etat-Unis. «Le dénommé «Mutual-Fun-Fund» rassemble tout ce qu'un investisseur soucieux des valeurs éthiques exclut de manière radicale de son portefeuille: producteurs d'énergie atomique et d'armements, industrie pornographique et jeux d'argent. Depuis 1989, le taux de rendement annuel des capitaux investis dans le «Mutual-Fun-Fund» s'élèverait à 12%, ce qui permet à leurs auteurs d'affirmer que l'investissement anti-éthique est une affaire rentable, d'autant plus que pendant la même période l'indice des actions Standard&Poor's ne donnerait que 8%»

Centre-Info News paraît trimestriellement. Prix 30 francs. Adresse: Centre-Info, Stalden 30, 1700 Fribourg. ■

## **Secret bancaire**

Le secret bancaire peut être oublié dans certains cas. Pendant deux semaines, l'état des débiteurs de la Caisse d'épargne et de prêt de Thoune peut être consulté par les presque 7000 créanciers. C'est ainsi qu'ils pourront connaître les 16 principaux débiteurs qui sont soit insolvables soit refusent de payer leur dette. Une minime satisfaction pour ceux qui avaient fait confiance à l'établissement en lui confiant leur épargne.

Domaine public nº 1193 – 1.12.94